

Pas de réindustrialisation sans compétitivité ?



Cette sixième conférence du cycle « Penser notre renaissance industrielle » s'attaque à un paradoxe central : est-il possible de réindustrialiser la France et l'Europe alors que notre compétitivité semble irrémédiablement dégradée face à la Chine ? Les débats mettent en lumière une menace systémique sans précédent et proposent un changement radical de logiciel économique, privilégiant la souveraineté à la rentabilité immédiate.

Le constat d'une menace systémique

L'Europe ne fait plus face à une menace sectorielle, mais à un « rouleau compresseur » chinois qui remet en cause l'existence même de son tissu productif. La Chine représente désormais 35 % de la production manufacturière mondiale et affiche des excédents trois fois supérieurs à ceux de l'Allemagne des années 2000.

Le diagnostic est sans appel : les coûts de production chinois sont inférieurs de 30 % à 40 % à ceux de l'Europe à qualité équivalente. Ce différentiel rend inefficaces les leviers classiques comme l'innovation ou la montée en gamme. En Allemagne, 70 % de la production manufacturière est directement menacée, tandis qu'en France, ce sont 70 % de nos avantages comparatifs (nos bastions industriels) qui subissent une pression élevée. Le risque est de voir se répéter le scénario des panneaux solaires, dont la production européenne a presque disparu, pour des pans entiers de l'industrie.

Redéfinir la puissance : Souveraineté contre Compétitivité

Le concept même de « renaissance sans compétitivité » repose sur un changement de paradigme. Historiquement, la puissance économique se mesurait au PIB ou à la création de richesse ; aujourd'hui, elle se définit par l'absence de dépendance.

L'exemple des États-Unis est ici éclairant : bien que massivement désindustrialisés, ils investissent des centaines de milliards de dollars dans l'intelligence artificielle et les semi-conducteurs non pour une rentabilité immédiate, mais pour regagner leur souveraineté face à la Chine. Ils acceptent de perdre en compétitivité prix pour sécuriser leurs briques technologiques essentielles. En France, la consommation des ménages contribue à plus de 60 % de la croissance, contre à peine 20 % pour l'investissement productif.

Cette structure crée une logique perverse : puisque c'est la consommation qui fait le PIB, toutes les politiques publiques gravitent naturellement autour d'elle (relance budgétaire, redistribution, soutien au pouvoir d'achat), au détriment de l'investissement industriel de long terme. Pourquoi s'astreindre à une vision sur 20 ou 30 ans quand redistribuer du pouvoir d'achat fait mécaniquement de la croissance ? C'est cette absence d'incitation structurelle qui a durablement favorisé la désindustrialisation.

Les leviers de la renaissance : Protectionnisme et Prospective

Face à un choc macroéconomique d'une telle ampleur, les intervenants s'accordent sur l'inefficacité des mesures sectorielles « en silo ». Deux options radicales sont avancées pour neutraliser les écarts de compétitivité :

- La mise en place de tarifs douaniers de l'ordre de 30 % sur les produits chinois.
- Une dépréciation de l'euro de 20 % à 30 % par rapport au yuan.

Le but n'est pas de se fermer par idéologie, mais de « passer la vague ». Cette protection doit servir de bouclier temporaire pour permettre une planification industrielle sur 20 ou 30 ans, à l'image de ce que la Chine a fait depuis 40 ans. La France dispose encore d'atouts majeurs pour cette reconstruction, notamment dans l'énergie décarbonée (nucléaire), la santé (en lien avec le vieillissement démographique) et l'aéronautique/spatial.

L'urgence d'agir : Le coût de l'inaction

Un point crucial de la conférence est la fenêtre de tir limitée : l'Europe a encore 10 ans de rapport de force favorable. Actuellement, la Chine a besoin du marché européen pour écouler ses surcapacités de production. Cependant, elle prépare activement sa propre régionalisation via des traités comme le RCEP, qui lui permettront à terme de substituer ses exportations vers l'Europe par d'autres marchés asiatiques.

Si l'Europe reste la zone la plus ouverte du monde sans réagir, le processus de déclassement deviendra irréversible. Le « coût de l'inaction » se traduira par une paupérisation et la perte définitive de secteurs stratégiques. La conclusion de la conférence est un appel au réalisme : la réindustrialisation passera nécessairement par un choc inflationniste et une période de « pain sec » pour financer l'outil productif national, car aucune industrie ne s'est jamais développée sans protection initiale.

Synthèse des échanges dirigés par Anne Sophie Alsif et Thomas Grjebine